



Assemblée générale

Distr. limitée
27 octobre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Première Commission

Point 73 de l'ordre du jour

Désarmement général et complet

Australie et Japon : projet de résolution révisé

Vers l'élimination totale des armes nucléaires

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/75 H du 15 décembre 1994, 50/70 C du 12 décembre 1995, 51/45 G du 10 décembre 1996, 52/38 K du 9 décembre 1997, 53/77 U du 4 décembre 1998 et 54/54 D du 1er décembre 1999,

Reconnaissant que la consolidation de la paix et de la sécurité internationales et la promotion du désarmement nucléaire se complètent et se renforcent mutuellement,

Réaffirmant l'importance capitale du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant que pierre angulaire du régime international de non-prolifération et fondement essentiel de la poursuite du désarmement nucléaire,

Rappelant les progrès réalisés par les États dotés d'armes nucléaires dans la réduction de ces armes, à titre unilatéral ou par voie de négociation, ainsi que les efforts déployés par la communauté internationale en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires,

Se déclarant à nouveau convaincue que de nouveaux progrès dans le domaine du désarmement nucléaire contribueront à la consolidation du régime international de non-prolifération pour assurer la paix et la sécurité internationales,

Ayant à l'esprit les essais nucléaires récents et les situations régionales qui vont à l'encontre des efforts internationaux visant à renforcer le régime international de non-prolifération des armes nucléaires,

Prenant acte du rapport du Forum de Tokyo sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, compte tenu des vues des États Membres sur ce rapport,

Se félicitant que la Conférence des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité en 2000 ait adopté un document final dans lequel, notamment, les États dotés d'armes nucléaires se sont résolument

engagés à procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux en vue du désarmement nucléaire, comme tous les États parties y sont tenus conformément à l'article VI du Traité;

1. *Réaffirme* qu'il importe de parvenir à l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et exhorte les États qui ne sont pas parties au Traité à y adhérer sans retard ni conditions en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires;

2. *Réaffirme également* qu'il importe que tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires s'acquittent des obligations que leur impose le Traité;

3. *Souligne* qu'il est primordial de prendre les mesures concrètes ci-après dans le cadre des efforts systématiques et progressifs visant à appliquer l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les paragraphes 3 et 4 c) de la Décision de 1995 sur les « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires » :

a) Signature et ratification rapides du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires par tous les États, en particulier ceux dont la ratification est indispensable pour l'entrée en vigueur du Traité, en vue d'assurer celle-ci avant 2003, et déclaration d'un moratoire sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires ou toute autre explosion nucléaire en attendant l'entrée en vigueur de ce traité;

b) Ouverture immédiate de négociations dans le cadre de la Conférence du désarmement en vue de conclure, le plus tôt possible avant 2005, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, sur la base de la déclaration du Coordonnateur spécial en 1995 et du mandat qui y figure, compte tenu des objectifs de désarmement et de non-prolifération nucléaires et, en attendant l'entrée en vigueur de ce traité, déclaration d'un moratoire sur la production de matières fissiles à des fins militaires;

c) Création d'un organe subsidiaire approprié chargé du désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement dans le cadre de l'élaboration d'un programme de travail;

d) Application du principe de l'irréversibilité au désarmement nucléaire et aux mesures de limitation et de réduction des armes nucléaires et autres armes connexes;

e) Entrée en vigueur à bref délai et mise en oeuvre intégrale du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II) et conclusion de START III dès que possible, tout en préservant et renforçant le Traité sur les systèmes antimissile balistiques qui constitue la pierre angulaire de la stabilité stratégique et le fondement de nouvelles réductions des armements stratégiques offensifs, conformément à ses dispositions;

f) Adoption de mesures par tous les États dotés d'armes nucléaires en vue du désarmement nucléaire, afin de promouvoir la stabilité internationale, sur la base du principe de la sécurité non diminuée pour tous :

- i) Poursuite des efforts entrepris par tous les États dotés d'armes nucléaires afin qu'ils continuent à réduire leurs arsenaux nucléaires, à titre unilatéral ou par voie de négociation;
 - ii) Renforcement de la transparence par les États dotés d'armes nucléaires en ce qui concerne les capacités nucléaires militaires et l'application des accords conformément à l'article VI et en tant que mesure de confiance volontaire visant à faire progresser le désarmement nucléaire;
 - iii) Nouvelle réduction des armements nucléaires non stratégiques, sur la base d'initiatives unilatérales et dans le cadre du processus de réduction des armes nucléaires et de désarmement nucléaire;
 - iv) Adoption de mesures concrètes concertées afin de réduire davantage le statut opérationnel des systèmes d'armes nucléaires;
 - v) Réduction du rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité, afin de limiter au minimum le risque d'utilisation de ces armes et de faciliter le processus aboutissant à leur élimination totale;
 - vi) Engagement dès qu'il y aura lieu de tous les États dotés d'armes nucléaires dans le processus aboutissant à l'élimination totale de celles-ci;
4. *Constate* que l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires exigera que les États dotés de telles armes prennent de nouvelles mesures, et notamment les suivantes :
- a) Poursuite du processus de désarmement nucléaire au-delà de START III;
 - b) Réductions plus profondes des armes nucléaires par tous les États dotés de telles armes, à titre unilatéral ou par voie de négociation, dans le cadre du processus visant à parvenir à l'élimination de ces armes;
5. *Invite* les États dotés d'armes nucléaires à tenir les États Membres de l'Organisation des Nations Unies dûment informés des progrès ou des efforts accomplis dans le domaine du désarmement nucléaire;
6. *Accueille avec satisfaction* les efforts actuels visant à démanteler les armes nucléaires, note qu'il est important de gérer dans des conditions de sécurité et d'efficacité les matières fissiles en résultant et demande à tous les États dotés d'armes nucléaires de prendre des dispositions pour placer dès que possible les matières fissiles désignées par chacun d'eux comme n'ayant plus d'utilité à des fins militaires sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou d'un autre système international de vérification, ainsi que pour utiliser ces matières à des fins pacifiques, afin qu'elles soient en permanence exclues des programmes militaires;
7. *Souligne* qu'il est important de renforcer les moyens de vérification, y compris les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui seront nécessaires pour assurer le respect des accords de désarmement nucléaire, afin d'instaurer et de maintenir un monde exempt d'armes nucléaires;
8. *Demande* à tous les États de redoubler d'efforts afin d'empêcher la prolifération des armes nucléaires et autres armes de destruction massive, y compris leurs vecteurs, en confirmant et en renforçant au besoin leurs politiques consistant à ne

pas transférer d'équipements, de matières ou de technologies qui pourraient contribuer à la prolifération de ces armes;

9. *Demande également* à tous les États d'appliquer les normes les plus strictes possibles pour la sécurité, la garde en lieu sûr, le contrôle efficace et la protection physique de toutes les matières pouvant contribuer à la prolifération des armes de destruction massive;

10. *Met l'accent* sur l'importance, pour la non-prolifération, du modèle de Protocole de l'Agence internationale de l'énergie atomique¹ afin de renforcer la non-prolifération nucléaire et encourage tous les États qui ne l'ont pas encore fait à conclure dès que possible un protocole additionnel avec l'Agence;

11. *Accueille avec satisfaction* l'adoption, à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de la résolution GC(44)/RES/19 qui comprend les éléments d'un plan d'action visant à promouvoir et à faciliter la conclusion et l'entrée en vigueur d'accords de garanties et de protocoles additionnels et demande l'application rapide et intégrale de cette résolution;

12. *Encourage* la société civile à continuer de jouer un rôle constructif dans la promotion de la non-prolifération et du désarmement nucléaires.

¹ Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/540 (corr.).